

**SOLIDARITE DE CLASSE AVEC  
LES TRAVAILLEURS IMMIGRES**

**édition programme communiste  
parti communiste international fr 1,50**



---

CE QUI NOUS DISTINGUE: LA REVENDICATION DE LA LIGNE QUI VA  
DU "MANIFESTE COMMUNISTE" A LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET A LA  
FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE; LA LUTTE CONTRE  
LA DEGENERESCENCE DE MOSCOU, LE REFUS DES FRONTS POPULAIRES  
ET DES BLOCS DE LA RESISTANCE; LA TACHE DIFFICILE DE RESTAU-  
RATION DE LA DOCTRINE ET DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE,  
EN LIAISON AVEC LA CLASSE OUVRIERE, CONTRE LA POLITIQUE PER-  
SONNELLE ET PARLEMENTAIRE.

---

Table des matières

0. Introduction

1. Immigration et xénophobie (paru dans "le prolétaire"  
n° 173 du 20/5 au 2/6/74 et  
n° 174 du 3 au 16/6/74)

2. La solidarité avec les travailleurs immigrés ne peut et  
ne doit se limiter à voter NON. (paru dans "le prolétaire"  
n° 181 du 6 au 21/10/74)

3. Un exemple de solidarité entre Suisses et immigrés (paru  
dans "le prolétaire"  
n° 180 du 23/9 au 5/10/74)

4. Le parti de classe devant la question syndicale (paru  
dans notre revue théorique  
"programme communiste" n°  
53-54 d'octobre 71 à mars 72)

\*\*\*\*\* \* \*\*\*\*\*

---

Les lecteurs de Suisse désirant prendre contact avec nos mi-  
litants, peuvent le faire en écrivant à: 20 rue Jean-Bouton  
75 012 Paris  
ou "il programma"  
cas. post. 952  
Milano

qui transmettront.

## I N T R O D U C T I O N

Le problème de l'emigration, comme tous ceux que subit le prolétariat, est une conséquence "logique" du mode de production capitaliste, de la domination du capital sur le travail. C'est cette affirmation brutale que nous devons jeter à la figure de tous les "Schwarzenbach & Co" qui essaient de faire endosser par le prolétariat immigré les contradictions d'un ordre social qui les obligent à chercher du travail dans les pays avides de "force de travail" à bon marché.

Face à ce genre d'attaques sournoises de la bourgeoisie, le prolétariat n'a qu'une seule réponse à donner, qui n'est pas orale ou parlementaire, mais violente, celle de force, de solidarité par dessus les barrières de nationalités, pour défendre ses intérêts immédiats et futurs en préparant le renversement de cet ordre absurde.

\*\*\*\*\*

Les textes que nous présentons, cherchent à fournir à la fois une explication des phénomènes de l'immigration et de la xénophobie, à donner une juste signification du NON à l'initiative, à présenter une leçon de solidarité suisses-immigrés, à donner les justes conditions pour la résurrection d'un syndicat de classe.

Le premier texte retrace l'histoire des conditions d'existence de l'immigration en suisse, ainsi que le développement de la xénophobie qui trouve ses racines dans la crise économique rampante, productrice d'un mécontentement populaire face à l'aggravation des "conditions de vie".

Nous insistons longuement dans ce texte, et dans le suivant, sur le rôle de l'opportunisme, tant syndical que politique, qui se comprend comme le représentant des couches supérieures du prolétariat, ou aristocratie ouvrière comme le disait Marx et Engels lorsqu'ils analysaient la situation des classes laborieuses en Angleterre, courant idéologiquement bourgeois au sein du prolétariat et qui pactise avec la bourgeoisie lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts de couche privilégiée. Nous insistons sur le rôle de l'opportunisme dans la scission que nous observons aujourd'hui entre prolétaires de différentes nations.

Lénine disait déjà à son époque qu'une lutte conséquente contre l'impérialisme ne peut se faire sans une lutte implacable contre l'opportunisme. En effet l'impérialisme d'une nation est la condition même du développement de l'opportunisme dans cette nation, courant idéologique d'une partie du prolétariat qui retire quelques miettes supplémentaires accordées par le capital du pillage des "pays coloniaux ou semi-coloniaux" par la politique de l'impérialisme.

Les communistes doivent lutter contre l'opportunisme afin de soustraire à son influence catastrophique, la plus grande partie du prolétariat. Car si l'impérialisme d'une nation et sa situation favorable sur le marché mondial attachent aujourd'hui le prolétariat à sa bourgeoisie, créant ainsi les bases pour l'implantation de la politique opportuniste du mouvement ouvrier, nous savons que cette situation de relative prospérité ne sera pas éternelle, le capitalisme évoluant de crise en crise,\* dans une situation pré-révolutionnaire l'opportunisme ne va pas disparaître comme par enchantement. Bien au contraire, s'étant toujours fait passer pour le défenseur des intérêts généraux du prolétariat, son influence peut continuer et même s'accroître, laissant boucher une issue révolutionnaire à cette crise sociale.

\* et que

Pour les révolutionnaires, il ne peut s'agir à aucun moment de pactiser avec l'opportunisme, en lui proposant une quelconque plateforme commune minimum. Les communistes doivent faire leur travail de manière autonome sur le plan programmatique et sur le plan organisationnel, en attaquant et en dénonçant chaque fois que cela est nécessaire, l'opportunisme afin d'éclairer sur son rôle objectivement contre révolutionnaire, d'abord quelques éléments d'avant-garde puis des couches de plus en plus larges.

Dans un deuxième article, nous nous attaquons plus précisément à la 3ème initiative xénophobe et sur la solution que la situation nous oblige à adopter, celle de voter NON par solidarité avec les travailleurs immigrés qui risquent de se trouver en chômage et dans la misère si elle était adoptée.

Dans un troisième article, nous montrons les leçons à tirer de la grève des travailleurs de la "Buerger & Jagobi": une leçon de solidarité suisses-immigrés, et une leçon de méfiance vis-à-vis des directions syndicales opportunistes.

Enfin, nous publions en quatrième partie, un texte publié dans notre revue théorique "programme communiste", qui traite de la vision par le parti de classe de la question syndicale. Il apporte la réponse au niveau des principes, à tous ceux qui se posent la question de savoir que faire aujourd'hui au niveau syndical. Il montre surtout la relation qui existe pour les communistes entre mouvements revendicatifs et socialisme. Il démontre enfin, que sans l'influence du parti de classe sur le syndicat, celui-ci ne pourra jamais prétendre être un syndicat de classe. Or seul le syndicat de classe peut prétendre mener des luttes revendicatives immédiates avec succès et menacer l'ordre social tout entier. Plus l'influence du parti de classe sera grande sur le syndicat, et plus la question du dépassement de la lutte immédiate en lutte pour le pouvoir sera à l'ordre du jour. C'est seulement lorsque le parti de classe regroupera derrière "la majorité du prolétariat" que la question de la prise violente du pouvoir sera à l'ordre du jour.

Que tous les adorateurs de la conquête pacifique du pouvoir, par l'intermédiaire des moyens démocratiques que propose l'Etat bourgeois, cessent de se revendiquer du Marxisme. Ils confondent leurs ILLUSIONS petites-bourgeoises avec la REALITE BRUTALE des faits. Que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec notre analyse reconnaissent les causes du massacre des travailleurs chiliens et qu'ils réfléchissent aux derniers événements au Portugal. Qu'ils regardent également les "magnifiques rapprochements" entre les soit-disant "communistes" italiens, français, grecs ou espagnols avec les partis bourgeois traditionnels, et qu'ils en tirent la leçon que seule la lutte à outrance contre l'opportunisme permettra de montrer clairement ce qui différencie les révolutionnaires. Et à tous ceux qui pensent que des expédients tactiques peuvent amener à faire mûrir les conditions "objectives" qu'ils se souviennent que, principes, tactique et organisation sont intimement liés et que rien ne remplace un programme politique clair. Les masses font la révolution, mais le parti dirige les masses.



## IMMIGRATION ET XENOPHOBIE EN SUISSE

---

Rappelons qu'en 7 ans environ nous avons vu naître 4 initiatives contre l'emprise de la surpopulation étrangère. La première issue des milieux démocrates de Winterthur fut retirée par ses auteurs sans passer en votation. La deuxième présentée par J. Schwarzenbach fut soumise au peuple le 7 juin 1970, et rejetée par 654'844 non contre 557'517 oui avec une participation de 75%. La troisième est celle de l'Action Nationale, que le Conseil National a recommandé de rejeter (par 157 voix contre 3) lors des votations du 20 octobre prochain. La quatrième enfin, issue du Parti Républicain vient d'être déposée à la Chancellerie Fédérale et sera vraisemblablement discutée aux Chambres l'année prochaine.

Toute cette agitation parlementaire a sans aucun doute une signification qui dépasse la xénophobie de quelques individus, comme voudrait le faire croire une partie de la presse bourgeoise.

### Petit historique de l'immigration en Suisse

Avant 1850, on ne parle pas de travailleurs étrangers en Suisse, mais de travailleurs suisses à l'étranger : en effet pendant plusieurs siècles des milliers d'hommes ne pouvant vendre leur force de travail en Suisse s'enrôlèrent comme mercenaires. Un million d'hommes périrent ainsi. Puis, au début du dix-neuvième siècle, plus de 100'000 Suisses émigrèrent en Amérique.

Mais aux alentours de 1850, avec le début de l'industrialisation, le mouvement fut inversé : l'émigration cesse, l'immigration vers la Suisse commence. Celle-ci deviendra de plus en plus importante comme le montrent les chiffres suivants (extr. de l'Annuaire Statistique de la Suisse). Si le nombre total des résidents en Suisse est passé de 1850 à 1900 de 2'393'000 à 3'315'000 et en 1914 a atteint 3'900'000, les étrangers (saisonniers non compris) sont passés de 77'970 à 383'424 et en 1914 à 600'000. Ainsi de 1850 à 1900 la proportion d'étrangers par rapport à la population totale est passée de 3% à 11,6% et en 1914 elle a atteint 15,4%.

La Suisse se trouve être en 1910, le pays européen à la plus forte proportion d'étrangers : 144 pour 1000, contre 2 en Espagne, 4 en Russie, 9 en Italie, 17 en Allemagne et 27 en France (source Liebmann Herzen, Les Etrangers en Suisse, Paris 1919).

Les raisons de cette situation sont diverses : dans les autres pays européens, au début de l'industrialisation "la migration intérieure" des paysans vers les villes a pu assurer le développement de l'industrie et du capitalisme. En Suisse, l'apport rural est insuffisant : les paysans suisses, élevés dans leur majorité dans le culte et le mythe national de la terre, préfèrent s'expatrier à la recherche de terres nouvelles, plutôt que de changer de profession. D'autre part, les cantons demeurent de petites nations fermées sur elles-mêmes, et les barrières linguistiques restent fortes, ce qui rend plus facile à un Suisse romand de partir s'établir en France plutôt qu'en Suisse allemande, et inversement à un Suisse allemand d'embaucher un Allemand qu'un Suisse romand. Ainsi à une faible mobilité professionnelle s'ajoute une faible mobilité linguistique.

De plus, un marché commun suisse n'existe qu'à partir de 1848, et la liberté absolue de circulation à travers le territoire qu'à partir de 1874.

Enfin, entre 1890 et 1914, dans un développement croissant de l'industrialisation, les sollicitations économiques furent trop brusques pour une organisation politique trop rigide. Le commerce extérieur double en 20 ans, il faut combler les retards pris dans la mise en place des infrastructures, et pour cela faire appel à une main d'oeuvre importante.

Ce qui caractérise cette première vague d'immigration, c'est sa diversité sociale : on rencontre des travailleurs étrangers à tous les niveaux de l'échelle sociale et de la qualification professionnelle, ce qui en permet plus facilement "l'absorption". Ch. Brown et W. Boveri et H. Nestlé seront des étrangers qui auront une grande influence sur le destin de la Confédération Helvétique.

Quelques chiffres montrent la répartition du personnel des entreprises industrielles d'après leur fonction et leur nationalité en 1905 (source : recensement général des entreprises industrielles, commerciales et agricoles).

CH = Suisses  
 D = Allemands  
 A = Autrichiens  
 F = Français  
 I = Italiens

FONCTIONS	CH	D	A	F	I
Chefs d'entreprise directeurs, gérants	25 %	18 %	13 %	22 %	6 %
Fonct. et employés de commerce	3 %	3 %	1 %	3 %	
Fonct. et employés techniques	2 %	3 %	2 %	2 %	1 %
Ouvriers, aides	70 %	76 %	84 %	73 %	93 %

#### Les conséquences de cette première vague d'immigration

L'immigration fut avantageuse pour le développement économique, mais ces avantages eurent un revers politique. Les étrangers, et notamment les Allemands, ne cherchèrent pas à s'intégrer et restèrent attachés à leur pays d'origine. Les Allemands étaient en nombre dans les centres urbains : 33% à Saint-Gall, 34 % à Zürich, 38 % à Bâle, 42 % à Genève et 51 % à Lugano.

A cette même époque, la Suisse allemande était tournée vers l'Allemagne, Heidelberg était considérée comme la première université suisse. Lorsque C. Spitteler rappela en 1914 que l'intérêt des Suisses romands devait être plus cher aux Suisses allemands que celui de l'Allemagne, son discours fut accueilli avec une certaine hostilité. Ceci poussa le gouvernement à comprendre que "pour défendre l'unité de la Suisse" et empêcher un éclatement de la confédération, il fallait mener une politique "d'assimilation des étrangers", et favoriser, malgré la résistance des cantons, leur naturalisation.

Mais la guerre changea les données du problème : de 1914 à 1920 on compte 202'500 étrangers en moins (dont un quart par naturalisation). En 1917, c'est la fin de la libre immigration. En 1941, il n'y a plus que 224'000 étrangers en Suisse (par rapport à 600'000 en 1914), c'est-à-dire 5,2 % de la population totale (15,4 % en 1914).



## La deuxième vague d'immigration

Le pourcentage de la population étrangère par rapport à la population totale de la Suisse n'a cessé de croître depuis 1945 : 7 % en 1950, 9 % en 1955, pour atteindre 18 % en août 1964. Pendant la même période, la population étrangère dans les autres pays européens ne fait que passer de 2 à 5 %.

La Suisse, après la seconde guerre, dans les années 1945-47, était en effet le seul pays européen à posséder encore un appareil de production en parfait état de fonctionnement. Pour répondre à la forte demande extérieure (machines, horlogerie, chimie, textile) elle se trouvait devant l'alternative suivante :

- ou investir de manière intensive et développer la productivité des secteurs d'exportation, par une restructuration de ces mêmes industries,
- ou faire un appel de main d'oeuvre important en procédant à des investissements extensifs, qui visaient à développer la production (agrandissement de la surface de production sans remise en cause du procès de production lui-même) sans accroître forcément la productivité.

C'est cette dernière solution qui fut adoptée, afin de protéger les secteurs marginaux qui auraient disparu dans une politique générale de restructuration, et ceci dans une perspective plus ou moins "autarcique" - économie de guerre, prévision de crise -, critère auquel la politique agricole du Conseil Fédéral fait souvent référence. D'où l'appel massif à la main d'oeuvre étrangère.

La bourgeoisie prétend souvent en trouver la cause dans les facteurs sociaux qui ont réduit le temps de production dans la vie des travailleurs : allongement de la scolarité, avancement de l'âge de la retraite, modification du temps de travail et de vacances ... En réalité, la réduction de la durée du travail n'a pu avoir en fait qu'une incidence minime sur l'appel à la main d'oeuvre étrangère. De 1949 à 1965, l'horaire moyen a été réduit de 2 heures, ce qui ne représente guère que 40 à 45'000 travailleurs à trouver en 15 ans : or c'est 350'000 étrangers qui ont été embauchés pendant cette même période.

En revanche, le faible taux d'activité féminine en Suisse a eu une incidence non négligeable : parmi les femmes âgées de 20 à 65 ans, 50,7 % participaient à la production en 1910;

en 1950, 40,3 % seulement (ceci étant dû au déclin du textile et du petit commerce). La grande majorité des étrangers entrés en Suisse après la guerre sont employés dans l'industrie. Par ailleurs, l'immigration en provenance des régions limitrophes a été remplacée, d'une part par celle de travailleurs frontaliers, d'autre part par des étrangers venant de régions de plus en plus lointaines : Italiens du sud, Portugais, Espagnols, Yougoslaves, Grecs ... : il y avait à Zürich en 1910 74'000 Austro-allemands et 22'000 Italiens. En 1964, les Italiens sont 88'000 et les Austro-allemands 32'000.

#### Conséquences de cette deuxième vague d'immigration

Economiser le coût de formation d'un pourcentage important de main d'oeuvre qui arrive à l'âge adulte (par exemple, sur 400'000 nouveaux travailleurs incorporés dans la vie économique de 1950 à 1960, 73 % sont des étrangers).

Faire certaines économies sur les infra-structures, une grande partie des immigrés - tous les saisonniers (197'000 en 1972), les frontaliers (97'000) et une partie des annuels - laissant leur famille chez eux. Il vaut la peine de s'arrêter sur le statut des saisonniers qui, remarquons-le, n'était pas visé par les restrictions de l'immigration proposées dans la "deuxième initiative". Et pour cause ...

La durée du statut des saisonniers est de 9 mois, sauf dérogation : le saisonnier n'a pas le droit de faire venir sa famille, ni de louer un appartement (la majorité d'entre eux vit dans des baraquements situés à proximité du chantier ou du stock central de l'entreprise), ni de s'inscrire à une caisse de chômage. Il paie des impôts dont le taux est calculé sur la base d'un revenu mensuel brut multiplié par 12. Il ne bénéficie de l'assurance-maladie que pendant son séjour en Suisse. Pour être considéré comme travailleur annuel, le saisonnier devra avoir accompli en 5 ans consécutifs 45 mois de travail en Suisse, se voir proposer par son patron un contrat annuel et disposer d'un logement adéquat. Or, 107'000 saisonniers sur 144'000 en 1968 travaillaient dans le bâtiment, où le progrès technique permet actuellement de les employer toute l'année, hiver compris : 80'000 saisonniers environ pourraient remplir les conditions pour être travailleur annuel ; mais le statut de saisonnier procure une main d'oeuvre à bon marché sans aucun droit, soumise à la police des étrangers et au bon vouloir du patron (dans les 2 premières années, les patrons du bâtiment peuvent licencier un ouvrier en ne l'avertissant que 24 h. à l'avance).

Avoir la possibilité (que cet exemple illustre déjà), quand la conjoncture l'exige, de comprimer la main d'oeuvre en renvoyant chez eux les immigrés sans craindre de provoquer par le chômage des mouvements de classe (pour l'année 1971, il n'y avait en Suisse que 100 chômeurs complets officiels inscrits aux Caisses de Chômage).

Permettre aux petites et moyennes entreprises de survivre, en faisant appel également à la main d'oeuvre étrangère moins coûteuse, et de retarder ainsi le processus de concentration et de "sélection naturelle" du capitalisme.

Exercer une pression sur les salaires et les conditions de travail, individuellement (en disant à chaque prolétaire qu'il y a un immigré prêt à travailler à sa place) et collectivement. Bien entendu, ce mécanisme de concurrence que l'opportunisme invoque en Suisse comme ailleurs, soit-disant pour "critiquer les patrons", en fait pour donner des arguments contre les immigrés qui "font baisser les salaires", joue d'autant mieux que ce même opportunisme ne lutte pas énergiquement contre la concurrence, contre les conditions d'exploitation renforcées faites aux immigrés, et condamne souvent les prolétaires à défendre leur salaire de façon individuelle.

#### Bases matérielles de l'apparition des initiatives

La situation idyllique de l'industrie suisse sur le marché européen et mondial ne devait pas être éternelle. La Suisse a connu un faible taux de croissance de la productivité dans les années 1955-65 : 4 %, alors qu'il était de 5,5 % en Allemagne et de 6,2 % en Belgique. Dans les années 1963-64 se posèrent à la fois la nécessité de procéder à la restructuration retardée jusque là, surtout des branches de l'industrie tournée vers l'exportation, et le besoin pour la bourgeoisie de donner au pouvoir politique des instruments "constitutionnels" de lutte contre l'inflation et la surchauffe. Mais cela ne pouvait se faire sans affrontements entre les grandes industries et la petite et moyenne entreprise menacée par la "rationalisation" du capital, parce que vulnérable à tout ce qui peut augmenter ses coûts de production. Les "initiatives contre l'immigration" et leurs suites doivent être comprises dans ce contexte.

Dans les années 1963-64, le Conseil Fédéral avait fixé un plafond au pourcentage de la main d'oeuvre étrangère par l'entreprise : cette mesure, qui ne résolvait en rien le



problème de la restructuration des secteurs arriérés, n'était qu'un compromis imposé par le "cartel des moyennes entreprises". Il faut comprendre la puissance de ces secteurs arriérés dans le cadre du fédéralisme démocratique de la Suisse. Dans le Vorort, qui est le syndicat central du patronnat, ces secteurs sont majoritaires. Cela explique aussi que cet organisme ait paradoxalement réagi avec tant de violence contre la deuxième initiative Schwarzenbach, tout en agitant d'ailleurs les mêmes slogans nationalistes sur l'unité des intérêts de tous les Suisses, patrons et ouvriers.

Malgré cela, en 1969, sous la pression des secteurs avancés du grand capital suisse (représenté par l'OFIAMT) a été mis en place le "plafonnement global". La conséquence en est évidente : les secteurs de pointe auront toutes possibilités d'absorber sur le marché du travail la quantité de force de travail nécessaire à leur développement (ce qui était moins facile avec le plafonnement par entreprise), les secteurs attardés, eux, se contentant des restes ; ce qui, à moyen terme, permettra la concentration et l'élimination plus rapide des secteurs les moins dynamiques.

#### Rôle de l'opportunisme

Les initiatives contre "l'emprise de la surpopulation étrangère" utilisent donc le chauvinisme de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, entretenu par l'opportunisme, pour accélérer le projet de restructuration et de modernisation de l'industrie en vue d'une concurrence mondiale toujours plus âpre.

Le vote populaire sur la deuxième initiative, celle du 7 juin 1970, par ses résultats montre que les réactions chauvines et racistes n'épargnent pas la classe ouvrière elle-même. En attisant ces réactions sur la base de la concurrence, la bourgeoisie joue d'une de ses armes classiques ; mais elle y est puissamment aidée par les directions syndicales et les partis soit-disant ouvriers.

Depuis 1937 notamment, les syndicats ont bâti leur stratégie de collaboration de classe sur le principe de la "paix du travail". Le patronat suisse avait alors déclaré que " pour faire face à un concurrent économique aussi dangereux pour la Suisse que l'Allemagne, l'industrie de notre petit pays sans matières premières ne peut traverser une issue que dans la suppression des conflits sociaux et économiques internes, par un accord réglementant les rapports entre employeurs et salariés".

Répondant à cet appel, la Fédération suisse des Ouvriers sur Métaux et Horlogers signait en juillet 1937 avec l'Association patronale une convention, la "paix du travail" que l'Union Syndicale Suisse appréciait ainsi dans son rapport d'activité de 1963 à 65 : "La paix du travail favorisant une production sans accoups, et sans pertes sèches consécutives aux conflits sociaux, tous les employeurs devraient se convaincre qu'ils ont intérêt à favoriser plutôt qu'à freiner l'organisation des travailleurs au sein des syndicats, qui sont un élément d'ordre dans la profession". Ainsi, depuis 40 ans et plus, la classe ouvrière suisse est enfermée dans le ghetto de l'intérêt national.

Tous les réflexes de classe ont été anesthésiés par l'opportunisme syndical et politique. Il suffit de voir l'attitude des dirigeants syndicaux dans les rares mouvements de classe pour comprendre leur rôle de briseurs de grève (par exemple chez Maurer, Arolla, Monteforno ...).

Par rapport à la troisième initiative, l'Union Syndicale Suisse, après avoir préconisé son propre contre-projet fédéral pour restreindre l'immigration a pris une attitude de complète soumission, qu'un bonze jurassien exprimait clairement : "Nous, on s'en lave les mains; que les patrons qui ont engendré cette politique d'appel à la main d'oeuvre étrangère pour développer leur industrie se débrouillent. De toutes façons, elle est inapplicable, mais avec l'état d'esprit de la classe ouvrière aujourd'hui, elle a toutes les chances de passer."

L'U.S.S. obéit ainsi à des suggestions bassement électoralistes : elle est en effet dirigée principalement par le Parti Socialiste, à qui la prise de position de l'U.S.S. en 1970 contre la deuxième initiative avait fait perdre une bonne partie de sa clientèle électorale ouvrière, et qui refuse de continuer "dans cette voie désastreuse".

Ainsi, tandis que les publicistes bourgeois à la Schwarzenbach utilisent la pénurie de logements, le manque d'écoles, d'hospitaux, etc., pour dénoncer l'envahissement des étrangers, le prolétariat suisse, atomisé et intoxiqué par ses propres organisations, est conduit à abandonner ses objectifs de classe pour la défense illusoire de ses maigres privilèges.

Le rôle des organisations opportunistes qui encadrent une partie des immigrés - "Colonie Libre Italienne" et "Association des Travailleurs Espagnols en Suisse", toutes les deux dirigées par les PC officiels - n'est pas non plus à sous-estimer. Basant leur politique sur le principe stalinien de la "non-ingérence

dans les affaires intérieures d'un pays tiers", elles ne mobilisent leurs adhérents que pour des actions ne concernant que leur propre pays - le P.C.I. pour sa propre victoire aux élections italiennes et le P.C.E. pour la lutte contre le fascisme de Franco et l'instauration d'une démocratie nouvelle.

La constitution en classe du prolétariat exploité sur le territoire suisse passe par la dénonciation de ces deux directions opportunistes complémentaires qui perpétuent à travers la division concurrentielle de la classe les conditions de son esclavage salarié. Dans ses luttes immédiates, comme dans le combat général contre les bases mêmes de son exploitation, contre les états qui les garantissent, le prolétariat doit expulser de ses rangs l'opportunisme social-chauvin, social-démocrate et stalinien, ce cancer mortel qui le ronge en le détournant de ses objectifs de classe, pour l'entraîner vers la solidarité avec chaque bourgeoisie nationale.

Suisses, Espagnols ou Italiens, les prolétaires n'ont pas de patrie à défendre, ils ont un ennemi commun : le capitalisme et l'Etat qui le défend !

\*\*\*

(article paru dans LE PROLETAIRE, No 173 et 174 sous le titre : "Immigration et xénophobie : un exemple, la Suisse")



LA SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMI-  
GRES NE PEUT ET NE DOIT SE LIMITER A VOTER NON !

Le 20 octobre, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur une modification de la Constitution Fédérale, modification présentée par l' "Action Nationale" contre "l'emprise et la surpopulation étrangère". Cette initiative propose: - de limiter les naturalisations à 4 000 par an.  
- de faire en sorte que le nombre de résidents étrangers en Suisse ne dépasse pas 500 000, la population d'étrangers dans chaque canton n'excédant pas plus que 12% de la population, à l'exception du canton de Genève (25%).  
- ne sont pas comptés dans le nombre d'étrangers 150 000 saisonniers ne résidant pas plus de dix mois en Suisse et n'ayant pas leur famille, 70 000 frontaliers, le personnel hospitalier et les diplomates.  
- la mesure doit être opérée dès l'acceptation de l'initiative jusqu'au 1er janvier 1978. Le chiffre de la population étrangère est réduit des étrangers naturalisés à partir du 1er décembre 1970.

Lorsque l'on sait que sur une population de 6 500 000 personnes il y a aujourd'hui 1 052 000 étrangers, dont 595 000, soit 57% d'entre eux, exercent une activité productive; on mesure toute l'absurdité et le cynisme de cette initiative. C'est 300 000 travailleurs annuels, 42 000 saisonniers et 22 000 frontaliers qu'il faudrait renvoyer chez eux, soit un train de 500 personnes par jour pendant 3 ans.

Cette initiative, présentée par les milieux d'extrême droite xénophobe, trouve un écho dans la population grâce aux arguments avancés (n'oublions pas qu'une initiative de même ordre, la seconde, présentée au peuple suisse le 7 juin 1970, avait réunis sur elle environ 46% des suffrages exprimés). Non seulement l'extrême droite agite des slogans dans le style: manque de logements, manque de place dans les hôpitaux et les écoles, nuisances occasionnées par des gens au comportement quotidien différent, etc..., mais elle se risque à avancer des chiffres en termes d'économie nationale pour donner un vernis scientifique à son idéologie raciste: "C'est 200 000 "bons" francs suisses que l'économie nationale doit trouver pour chaque travailleur additionnel; le rendement économique d'un immigré est évalué à 10 000 Frs par an et il faut 20 ans jusqu'à ce qu'un étranger ait amorti les frais d'investissement occasionnés par lui."

Ces derniers arguments, fruits d'un cynisme grossier, essayent de faire retomber sur l'immigration les nécessités du développement capitaliste, alors que c'est ce

développement, par sa dynamique propre, qui jette dans la misère des millions d'individus, dont la seule ressource est pour certains de s'expatrier pour survivre.

Misère de la pensée bourgeoise qui n'a d'autre ressource que de prendre les effets pour des causes et réciproquement! Dans la situation d'aujourd'hui l'extrême droite helvétique et xénophobe n'est que l'agent d'une politique de restriction rendue nécessaire par la récession économique rampante, qui n'est pas seulement nationale mais internationale, elle même prémisse d'une future crise générale du capitalisme.

Le mécontentement du "peuple suisse" et en particulier du prolétariat face à la montée des prix, au renchérissement général du coût de la vie, trouve, pour le moment, un exutoire dans les slogans xénophobes lancés par l'extrême droite. Le prolétariat suisse qui constitue la majeure partie de l'aristocratie ouvrière, se sent beaucoup plus proche des intérêts nationaux bourgeois que de ses intérêts de classe. Aucune solidarité ne peut exister entre cette couche achetée par le Capital et les masses exploitées du prolétariat immigré et en particulier les saisonniers. Notons en passant que les syndicats sont les dignes représentants de cette aristocratie et que la politique dite de la "Paix du Travail" est la politique de cette couche. Mais le prolétariat de ces couches favorisées doit se souvenir que son niveau de vie n'est assuré que par la volonté du Capital, et que si la situation générale s'aggrave, alors ses conditions de vie s'aggraveront. Seule la solidarité de tout le prolétariat dirigé par son parti, permettra de dépasser un ordre social bâti sur l'absurde accumulation qui n'engendre à la fin d'un cycle que crise, chômage, misère, et dans le cas le plus défavorable guerre impérialiste.

Cependant, il faut remarquer que mis dans certaines conditions économique-sociales, suisses et immigrés se retrouvent ensemble pour lutter contre le patronat. C'est une des leçons qu'il faut tirer de l'échec de la grève à la "Buerger et Jacobi" à Bienne, où le front de classe suisses-immigrés a résisté jusqu'à la fin malgré les tentatives de division de la part du syndicat et du patronat.

Si le prolétariat est encore dans sa grande majorité xénophobe, c'est qu'il subit les pressions idéologiques de la bourgeoisie qui, pour sauver son régime de classe, essaye de faire porter le poids des contradictions du Capital sur le dos des classes exploitées et pour cela elle n'hésite pas à présenter en avant, avec un grand tapage publicitaire, une extrême droite dont la débilité politique n'a d'égale que son incompétence en matière économique.

Les partis bourgeois traditionnels condamnent tous sans exception la nouvelle initiative et ils appellent à voter NON au référendum, Conseil Fédéral en tête. Cela n'a pas empêché ce dernier de mettre en vigueur, dès le 1er août 1974, une série d'arrêtés dont le but est "de stabiliser

l'effectif des étrangers" dont l'augmentation annuelle devrait tendre vers zéro d'ici dix ans. Tous les secteurs sont maintenant contingentés y compris ceux qui jusque-là étaient "hors-contingent": les hôpitaux, les écoles et l'agriculture.

Officiellement ces mesures ont été prises "pour mieux répartir la main-d'oeuvre". En 1973, sur 54 000 nouveaux travailleurs, 35 000 sont allés dans les secteurs non soumis au contingentement. Ces mesures sont donc un compromis entre la nécessité de prendre position par rapport à l'initiative et celle de laisser quand même "se développer les secteurs économiques le plus harmonieusement possible". Le Conseil Fédéral qui avait refusé de présenter un contre-projet, prend des dispositions qui font taire les critiques à son égard après son refus.

Le patronat dans son ensemble rejette lui aussi l'initiative. Pour lui évidemment cela voudrait dire la fermeture à brève échéance pour certains secteurs où la petite et moyenne entreprise est majoritaire. Les grandes boîtes ont déjà dans leurs tiroirs des projets de restructuration qui consisteraient notamment à faire passer dans les pays d'émigration les départements tournant grâce à la sueur des travailleurs immigrés; c'est le cas par exemple des fonderies dans la métallurgie. Fondant sa critique sur la catastrophe imminente qui suivrait l'adoption de l'initiative, le patronat fait appel au sentiment national en parlant de "notre économie", "notre niveau de vie", entraînant le prolétariat sur son terrain pour défendre la patrie en danger.

C'est en considérant les apparentes positions contradictoires entre le patronat et l'extrême droite xénophobe, que se révèle le jeu subtil de la bourgeoisie: faire semblant d'attaquer l'aile la plus extrémiste en attirant sur les positions du gros de la troupe le prolétariat inorganisé et trahi par les syndicats et ses soit-disant représentants politiques.

L'opportuniste syndical, quant à lui, brille par son esprit civique et son réalisme en la matière. Après avoir demandé par l'entremise de son président Canonica, membre du Conseil National, un "contre-projet fédéral", l'USS (Union Syndicale Suisse) constate que le Conseil Fédéral "règle aujourd'hui par voie d'ordonnances divers points qu'il aurait été plus rationnel d'inscrire dans la constitution ou dans la loi...". L'USS invite le Conseil Fédéral "à ne pas céder aux pressions dont il est l'objet et à maintenir son intention de soumettre tous les secteurs de la production et des services aux mesures qui restreignent l'afflux de la main d'oeuvre étrangère". De la part de l'USS, plus rien ne doit nous étonner: garant de l'ordre bourgeois au sein du prolétariat, ses conseils prodigués au gouvernement ne sont que l'autre face parlementaire de son rôle de flic social.

Trahissant quotidiennement le prolétariat, lorsque celui-ci a des velléités de combattre avec ses premières armes que sont la grève et la constitution d'un rapport de force face au patronat, l'USS passe pour le patronat et son Etat comme un "excellent partenaire social".



Pour se convaincre de son travail de sape, il suffit d'avoir à l'esprit l'échec de la grève à la "Buerger et Jacobi", où la FOBB (Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment, affiliée à l'USS) refusa systématiquement d'engager une campagne de solidarité et d'explication comme le réclamaient les travailleurs en lutte.

L'opportunisme des organisations d'émigrés n'a pas à pâlir devant l'opportunisme des syndicats helvétiques. Le groupe de l'émigration espagnole, plus ou moins contrôlé par les catholiques de gauche avec la bénédiction du PCE, s'applatit littéralement devant les illusions démocratiques de la bourgeoisie suisse en engageant les prolétaires suisses à "soutenir leurs autorités dans la recherche d'une solution humaine, raisonnable et digne de leur pays" et en appelant les espagnols à convaincre "leurs frères, voisins, copains et même leur patron que l'acceptation de l'initiative envenimerait le climat jusqu'alors prospère entre Suisses et étrangers".

Les "Colonies Libres Italiennes" (contrôlées par le PCI) adoptent les mêmes principes de défense des intérêts nationaux.

On ne peut attendre de ces organisations d'émigrés qui défendent les intérêts de "leurs" nationaux (de manière toute pacifique d'ailleurs) que division de la classe ouvrière en nationalités, soumission aux intérêts de l'économie nationale et donc trahison des intérêts de classe du prolétariat.

L'opportunisme politique, représenté par le Parti du Travail (PdT), après de grandes envolées sur "sa lutte résolue contre cette initiative et contre le courant xénophobe", réaffirme sans transition "la nécessité d'une stabilisation du nombre des étrangers, compte tenu de l'importance de leurs effectifs, de l'insuffisance de l'infrastructure, de l'insécurité de la situation". Il affirme en plus son soutien aux "efforts des partis communistes et des forces démocratiques des pays d'émigration pour promouvoir un développement économique qui permette aux travailleurs de ces pays de vivre décemment (!!!)chez eux". Illusion classique des traîtres à la classe ouvrière, sur le développement harmonieux du Capital à l'échelle nationale ou internationale. Les communistes, eux, ont toujours affirmé que le développement du capitalisme ne pouvait qu'engendrer des crises encore plus profondes. Pour ces bons démocrates, c'est la solution à l'émigration!

Notons quand même que le PdT "poursuivra son action pour l'égalité des droits entre tous les travailleurs, pour la suppression du statut de saisonnier, pour la libre circulation de la main-d'oeuvre immigrée, ..., pour la garantie des droits démocratiques (de réunion, de coalition, d'expression). Pour ne pas priver de voix les "partis frères", susceptibles d'accéder au pouvoir grâce à elles, le PdT n'exige surtout pas les mêmes droits politiques pour les travailleurs immigrés que pour les Suisses (mot d'ordre d'ailleurs

avancé par Lénine pour la Suisse même). Gageons que le PdT saura trouver des moyens de lutte inoffensifs pour imposer ses revendications. C'est encore là que l'on distingue les communistes des opportunistes. Dans certaines conditions leurs revendications immédiates peuvent être formellement les mêmes mais LE BUT poursuivi et LES MOYENS de les imposer sont diamétralement opposés.

Comment imaginer qu'un parti qui compte sur le développement du Capital pour résoudre le problème de l'immigration puisse un jour mobiliser les ouvriers pour faire aboutir ces revendications minimum, base pour l'unification nécessaire dans le combat de la classe ouvrière contre l'esclavage salarié.

Nous appelons les prolétaires Suisses qui voteraient NON à ce référendum par solidarité avec leurs camarades étrangers, directement menacés par le chômage et la misère, à ne pas considérer ce geste au-delà de sa portée. Il est nécessaire de ne pas être indifférent au sort de ses camarades de travail, mais il faut se rendre compte que ce geste de solidarité se concrétise de manière individuelle et dans un isolement, alors que le refus de l'initiative laisse ouverte les questions de fond concernant les ouvriers immigrés et en particulier les saisonniers. Pour les communistes, la VRAIE solidarité de classe ne peut pas se manifester de cette manière. Aujourd'hui, à cause de la situation sociale, de la soumission complète du prolétariat aux intérêts bourgeois, nous ne pouvons donner d'autre mot d'ordre que de voter NON le 20 octobre. Mais pour que ce NON de solidarité ouvrière ne soit pas perdu dans la masse des NON de l'ordre démocratique bourgeois et ne reste pas un acte purement formel, nous appelons les camarades ouvriers à lutter avec leurs armes de classe, les seules qui permettent de combattre contre l'exploitation de la force de travail par le Capital, pour imposer la suppression du statut de saisonnier, véritable statut d'esclave du Capital, et les mêmes droits politiques et syndicaux pour les immigrés que pour les Suisses. Mais ces deux mots d'ordre ne peuvent être appuyés et mis dans le programme de lutte du prolétariat que s'il existe un mouvement réel de classe. Or ce mouvement n'existe aujourd'hui que d'une façon épisodique et embryonnaire, et ce n'est pas avec un volontarisme outrancé que l'on provoquera la prise en charge par le prolétariat de ses intérêts de classe. La situation réelle s'aggravant, il est de notre devoir de diriger le mécontentement du prolétariat vers son unification sur des revendications concrètes à l'intérieur desquelles doivent figurer ces deux mots d'ordre.

Ce n'est que par un long chemin de luttes, partielles puis générales, que le prolétariat sous la direction de son parti, affrontera les ennemis communs: la bourgeoisie et ses valets opportunistes.

Mais dès aujourd'hui les prolétaires doivent inscrire dans leur programme le mot d'ordre final d'ABOLITION DU SALARIAT qui résume toute la lutte des prolétaires contre le Capital. Et cette abolition passe PAR LA DIRECTION DU MOUVEMENT REEL PAR LE PARTI COMMUNISTE, PAR LA PRISE VIOLENTE DU POUVOIR ET PAR LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

## UN EXEMPLE DE SOLIDARITE ENTRE SUISSSES ET EMIGRES

Du 7 juin au 11 juillet s'est déroulée à Bienne, dans la fabrique de pianos Buerger et Jacobi, une grève à laquelle participait la presque totalité des travailleurs suisses et italiens, soit une cinquantaine. Le conflit, qui opposait les travailleurs à la direction depuis un an et demi, avait fait l'objet de 27 séances de conciliation qui, malgré la volonté du syndicat, n'ont pas abouti à un compromis. Et pourtant les revendications des ouvriers n'étaient pas le bout du monde; ils ne réclamaient que le versement du treizième mois selon les modalités de la convention collective: un tiers du 13e salaire en 1973, deux tiers en 1974 et le 13e salaire intégral en 1975. Les négociations n'ayant pas abouti, il fallut, selon la procédure de la "Paix du Travail" faire appel au tribunal arbitral. Or ce dernier donna raison aux travailleurs et somma le patron de payer les ouvriers. C'est le refus du patron de se soumettre à la décision du tribunal arbitral qui déclencha la grève, dernier moyen légal inscrit dans la "Paix du Travail". La grève était donc légale juridiquement et cela explique le soutien verbal de la FOBB (Fédération des Ouvriers du Bois et du Bâtiment) affiliée à l'USS (Union Syndicale Suisse).

Après plus d'un mois de négociation, les bonzes syndicaux avec Canonica, président de l'USS, à leur tête, aboutirent à un accord minable avec le patron. La FOBB, sous les applaudissements du POP (staliniens réformistes de l'endroit), taxa le piteux résultat de "victoire syndicale". La victoire de la FOBB aura été de mettre à genoux les travailleurs de Buerger et Jacobi devant la direction en sabotant et anesthésiant le mouvement, et d'étendre son influence néfaste parmi les ouvriers de Suisse.

Mais qu'est-il advenu de la revendication des ouvriers ? Les travailleurs recevront le treizième mois avec une progression sur trois ans, mais avec un décalage d'une année sur les clauses de la convention collective, sans parler du fait que les conventions en Suisse sont en général en dessous de ce qu'accordent les patrons, sans attendre l'avis des syndicats ! La FOBB, fière de sa tactique, s'est jetée sur les quelques miettes proposées par la direction, capitulant avant même d'avoir engagé la bataille et brisant la grève et l'élan de solidarité qu'elle avait suscitée.

Dans les faits, la trahison de la FOBB s'est traduite par des propositions individuelles faites aux grévistes de leur trouver du travail "ailleurs", par le refus de réunir les militants du cartel syndical de Bienne à la demande des grévistes qui désiraient étendre l'impact de la grève, par le refus de participer aux manifestations de solidarité, par le déroulement à huis-clos des assemblées qu'elle préside, par le refus de donner la traduction des interventions des travailleurs italiens pour diviser les grévistes, par l'interception des messages de solidarité adressés aux grévistes et enfin par sa capitulation devant les patrons pour que les ouvriers reprennent au plus vite le travail.

Telle est la pratique des agents de la bourgeoisie à la tête des organisations ouvrières. Encore une fois après Verntissa, Hispano-Buherle, Charmilles, etc., les pompiers sociaux ont trahi les intérêts immédiats des travailleurs.

Quelles leçons doivent tirer les travailleurs de cette grève ? Il ne s'agit pas de tomber en adoration devant toutes les grèves, quelles que soient leurs formes et leurs développements, comme le font les spontanéistes, mais de réfléchir sérieusement sur leur signification. On ne peut pas prendre cette grève comme un "modèle" et appeler les travailleurs à le suivre dans les conflits à venir. Mais certains aspects méritent l'attention. S'il est vrai que cette grève s'est produite après un an et demi de négociations pacifiques et même courtoises entre les directions syndicales et le patron, et toujours conformément aux prescriptions de l'on ne peut plus légale "Paix du Travail", il s'est établi néanmoins une solidarité entre les travailleurs suisses et "étrangers" employés dans cette fabrique : ni les uns ni les autres n'ont cédé aux fameuses "propositions individuelles". Ils sont descendus dans la rue manifester pour leurs revendications et chercher la solidarité des travailleurs des autres fabriques. Ils ont constitué un "comité de grève" dont l'objectif était d'organiser la lutte et de résister non seulement au patron (qui menaçait de licenciement tous les grévistes) mais également à la direction syndicale qui a tout fait pour saboter cette lutte. Ces faits confirment non seulement que les ouvriers doivent se mettre en lutte même pour obtenir ce qui est précisément prévu par les contrats, mais aussi qu'ils doivent chercher à trouver la solidarité de leurs frères de classe d'autres "nationalités" et d'autres usines, en élargissant si possible leurs revendications; ou encore qu'ils sont contraints de s'organiser en comités de grève s'ils veulent qu'au lieu des interminables négociations dans lesquelles les directions syndicales enterrent les "différends", on arrive à quelque chose. Le résultat de la lutte des travailleurs de Buerger et Jacobi ne peut certainement pas d'autre part être présenté comme une "victoire" et ceci est dû exclusivement à l'isolement et au sabotage auxquels la FOBB a soumis ces travailleurs.

Nos camarades ont été solidaires des travailleurs de B & J et de leur grève, mais le chemin en fin de compte épuisant et démoralisant qu'ils ont suivi avant de se mettre en lutte ne doit pas être repris. Pour rompre le maudit statu quo social, voulu et appuyé par les patrons et par les directions syndicales, les travailleurs doivent utiliser l'unique arme pour résister à l'attaque patronale : la grève. Mais là aussi, cette arme ne peut être efficace si elle n'est pas préparée de façon adéquate (et la FOBB ne la préparera jamais) et si les objectifs fixés ne sont pas de nature à susciter la solidarité entre les ouvriers des usines et des localités différentes. L'étincelle de la lutte, cela se passe souvent ainsi, part d'une seule usine pour des revendications non seulement partielles mais particulières: que cette étincelle fasse flamber le feu de la lutte ouvrière et que dans ce feu, les ouvriers trouvent toujours plus de force et de solidarité de manière à ce que finalement, leur nombre fasse pencher la balance de leur côté ! Tel est l'espoir et le programme d'intervention des révolutionnaires.

## LE PARTI DE CLASSE DEVANT LA QUESTION SYNDICALE

### Points de principe

1. "La juste praxis marxiste enseigne que la conscience de l'individu ou même de la masse suit l'action et que l'action suit l'impulsion donnée par l'intérêt économique. C'est seulement dans le parti que la conscience, et dans certaines phases, la décision d'action précèdent le heurt de classe. Mais cette possibilité est organiquement inséparable du jeu moléculaire des impulsions physiques et économiques initiales". (Le renversement de la praxis").

Renversant le schéma idéaliste d'interprétation des événements humains, le marxiste voit dans l'histoire l'arène de lutte entre les classes que leurs besoins et intérêts matériels poussent à agir sur des fronts antagonistes. C'est seulement après, poussées par le cours même de ces luttes, qu'elles prennent conscience de la direction dans laquelle elles se meuvent.

Le "Manifeste" a esquissé toute l'échelle ascendante qui va des premières réactions instinctives contre l'exploitation capitaliste jusqu'à la constitution du prolétariat en classe, et donc en parti, et à l'organisation de la classe en classe dominante par la prise du pouvoir et l'exercice de la dictature. Non seulement toute cette échelle ascendante a ses racines nécessaires dans des déterminations économiques élémentaires qui sont à leur tour un reflet de la pression des forces productives contre l'enveloppe des rapports de production, mais c'est de ces poussées qu'elle tire un continuel aliment. Il est vrai que l'on ne fait pas les révolutions, mais qu'on les dirige: il est tout aussi vrai qu'on ne les dirige qu'autant que les grandes masses prolétariennes sont contraintes à les faire, et que ce qui les y détermine n'est ni une conscience et une volonté explicites de leur part, ni même le fait que cette conscience et cette volonté leur auraient été transmises dans leur totalité par le Parti.

2. "L'interprétation dialectique de la formation de la conscience de classe et de l'organisation unitaire du parti de classe implique que celui-ci déplace une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés et partiels déterminés par des intérêts de groupes sur celui de l'action prolétarienne générale"; de même, "il n'y parvient pas en niant les mouvements élémentaires, mais il en assure l'intégration et le dépassement dans l'expérience même de la lutte, en poussant à leur réalisation, en y prenant une part active, et en les suivant attentivement dans tout leur développement". (Thèses de Rome, III, 11).

Il en résulte a) que l'oeuvre de propagande et de prosélytisme d'une part et d'autre part l'importance numérique du parti et sont influence réelle sur des couches plus ou moins larges du prolétariat sont inséparables "de la réalité de l'action prolétarienne, du mouvement prolétarien dans toutes leurs manifestations".

b) que c'est "erreur banale de considérer que la participation à des luttes pour des résultats contingents et limités est en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale".

Une thèse fondamentale du marxisme, et donc de notre courant, affirme que cette liaison, tantôt large et profonde, tantôt restreinte et épisodique selon les circonstances objectives, ne peut jamais être obtenue au moyen d'expédients tactiques détachés des principes, mais représente en toutes circonstances une des tâches fondamentales du parti, et que d'autre part, c'est seulement grâce à ce lien que la lutte économique prolétarienne peut s'élever au-dessus du niveau trade-unioniste (le plus élevé auquel elle puisse atteindre par ses seules forces (Lénine)), et atteindre le niveau d'une lutte de toute la classe exploiteuse, et, quand les conditions



objectives nécessaires le permettent, le niveau de la lutte révolutionnaire pour le renversement du pouvoir d'Etat concentré et dictatorial du capitalisme et pour l'instauration du pouvoir centralisé et dictatorial du prolétariat.

3. Pour les mêmes raisons de principe, la participation du parti, par l'intermédiaire de ses groupes, à la vie de toutes les formes d'association économique du prolétariat ouvertes aux travailleurs (et seulement aux travailleurs) de toute appartenance politique fait partie intégrante de cette tâche. Ces associations économiques étant, selon le "Manifeste" et selon tous les textes du marxisme, le produit nécessaire de ces luttes.

Les affirmations suivantes comptent parmi les positions fondamentales du parti:

a) le syndicat ouvrier n'est jamais révolutionnaire par lui-même, pas plus d'ailleurs qu'aucune autre forme d'organisation immédiate, même non exclusivement économique: bien au contraire, du fait même de son immédiateté et de la présence d'intérêts contingents variant d'un groupe d'ouvriers à l'autre, il tend à s'enfermer dans les limites mesquines et corporatistes d'une action minimaliste et réformiste; mais il peut toutefois devenir un instrument vital de la révolution, et tout d'abord, de la préparation révolutionnaire du prolétariat, dans la mesure où le parti conquiert une influence considérable dans son sein, c'est à dire parmi les masses organisées.

b) Pour la bonne réalisation de cette tâche et pour l'action finale révolutionnaire elle-même, qui présuppose entre autres la centralisation des forces ouvrières, il est souhaitable qu'il soit unitaire, c'est à dire qu'il comprenne tous les travailleurs placés dans une situation économique spécifique. Le corollaire de cette thèse est qu'on ne remédie pas aux tendances des organisations économiques à dégénérer, ni à leur dégénérescence en cours, par la création d'organismes immédiats ayant une forme différente, et surtout pas par des organismes locaux ou limités à l'entreprise; l'apparition de ceux-ci est bien une donnée nécessaire du développement des conflits sociaux et parfois un symptôme positif de dégoût des masses pour la pratique opportuniste ou même contre-révolutionnaire des centrales syndicales, et le Parti peut dans certaines circonstances s'appuyer sur eux en les centralisant, mais, pris en eux-mêmes, ils reproduisent sur le plan organisationnel les lacunes, les limites et les faiblesses des luttes économiques partielles.

4. Conformément à la tradition marxiste, la Gauche marxiste italienne a donc toujours considéré, et le parti considère comme des conditions de son existence en tant que facteur agissant de la préparation du prolétariat à l'assaut révolutionnaire et de sa victoire.

a) l'apparition de luttes économiques à vaste échelle et sous une forme non épisodique—et l'intense participation du parti, pour les raisons sus indiquées, à ces luttes.

b) l'existence d'un réseau qui ne soit ni éphémère ni même épisodique d'organisations intermédiaires entre le parti et la classe et l'intervention du parti dans ces organisations, pour y conquérir non pas nécessairement la majorité et donc la direction, mais assez d'influence pour pouvoir les utiliser comme une courroie de transmission de son programme parmi les masses ouvrières organisées, et pour en imprégner au moins les couches ouvrières les plus combattives.

Poser comme condition d'adhésion aux syndicats et de travail politique révolutionnaire du parti en leur sein qu'ils soient purs de toute influence contre-révolutionnaire et opposer aux syndicats dirigés par des partis soi-disant ouvriers des associations composées de seuls communistes n'est pas dans la ligne marxiste. Cette position a même de toute évidence une origine idéaliste, car des organisations immédiates ne peuvent jamais atteindre une telle pureté, le parti lui-même n'étant pas par essence préservé des influences contre-révolutionnaires.

"Le syndicat ouvrier comprend des travailleurs qui appartiennent individuellement à différents partis, ou à aucun parti; les communistes ne proposent ni ne provoquent la scission des syndicats du fait que leurs organes directeurs sont conquis et détenus par d'autres partis, mais ils proclament de la façon la plus ouverte que les syndicats ne remplissent complètement leur fonction que lorsque c'est le parti de classe du prolétariat qui dirige les organisations économiques."  
("Plate-forme politique" de 1945 du Parti Communiste Internationaliste d'Italie).

Cela s'applique même à la lutte pour des améliorations économiques immédiates, et pas seulement à la lutte révolutionnaire finale dans laquelle soit les syndicats soit d'autres organisations intermédiaires risquent de jouer un rôle contre-révolutionnaire s'ils ne sont pas dirigés ou même seulement influencés par le parti. Au cas contraire, leur rôle peut être positif, mais il n'est ni suffisant ni déterminant: le Parti ne suffit pas non plus pour remporter la victoire, mais lorsque les conditions sont favorables, son rôle est certainement décisif.

Le parti considère cependant et apprend aux ouvriers à considérer les revendications et les luttes économiques non comme des buts en soi mais comme des moyens nécessaires pour la préparation, l'entraînement, et l'organisation du prolétariat en vue de ses objectifs finaux, car si elles devenaient des buts en soi elles ne feraient que perpétuer le salariat au lieu de tendre à le détruire. De même le parti considère et déclare ouvertement qu'il considère — les formes d'organisations immédiates des ouvriers non comme le but de la lutte d'émancipation des travailleurs, mais comme un instrument que le parti peut et doit utiliser pour atteindre le but suprême du communisme. Pas plus qu'aucune autre forme d'organisation, elles ne sont pour autant un fétiche sacré et intangible à ses yeux.

#### Evolution historique et perspectives des organisations intermédiaires de la classe ouvrière.

1. Les considérations ci-dessus établissent les points de principe sans lesquels il est impossible de donner les moindres directives pratiques précises. Elles seraient cependant incomplètes sans une analyse du cours historique que l'associationnisme ouvrier a suivi depuis la victoire du mode de production capitaliste jusqu'à sa phase sénile impérialiste, et que notre parti a caractérisé avec précision dans ses textes de base du second après-guerre.

Dans une phase initiale, la bourgeoisie victorieuse interdit et dispersa par la force les premières associations ouvrières de résistance, les poussant par contre-coup sur le terrain de la lutte politique ouverte et violente. C'est pourquoi la Première Internationale put naître en partie comme regroupement d'associations économiques dirigées par le Conseil Général en fonction d'un programme visant à préparer l'assaut révolutionnaire contre le pouvoir politique des classes dominantes, rempart de leur pouvoir économique.

Dans la phase suivante, par contre, la bourgeoisie jugea plus opportun et même nécessaire pour la stabilité de sa domination de tolérer, puis de permettre les coalitions de salariés, tout en s'efforçant de les attirer dans son orbite politique grâce à ses relations et ses compromis avec les dirigeants syndicaux réformistes et en s'appuyant sur une aristocratie ouvrière intéressée au maintien de l'ordre politique et social d'où elle tirait des privilèges plus ou moins illusoire, mais néanmoins désastreux pour la conscience et la combativité de classe.

Cette expérience provoqua des réactions au sein même des syndicats de la part de courants socialistes de gauche combatifs. Surtout en Italie, en France et aux Etats-Unis, elle alimenta aussi par contre-coup l'illusion anacro-syndicaliste qu'on pouvait se préserver de l'opportuniste minimaliste en opposant aux organisations économiques existantes d'autres organisations "congénitalement" révolutionnaires. Pendant la première guerre mondiale, elle aboutit dans la plus part des pays à une collaboration des classes parallèle à l'Union sacrée des partis, et dans une petite minorité de pays à une neutralité timorée et rien moins que convaincue, et très peu de dirigeants syndicaux, même anacro-syndicalistes, échappèrent à la dégringolade générale.

2. Dans le premier après-guerre, on vit les grandes Centrales syndicales s'aligner sur le front de la sociale-démocratie (dont elles constituaient d'ailleurs, avec les groupes parlementaires, les principaux piliers), c'est à dire sur le front de la conservation sociale : c'est ainsi que les syndicats allemands collaborèrent avec les gouvernements social-démocrates dans la répression des mouvements prolétariens, que les syndicats américains sabotèrent les grèves et défendirent l'ordre établi en fonction des intérêts de la main d'oeuvre qualifiée, tandis qu'ailleurs, par exemple en Italie les syndicats pacifistes et minimalistes se rapprochaient de façon plus ou moins larvée des institutions de la démocratie parlementaire bourgeoise.

L'extraordinaire vitalité de la classe, la persistance d'une tradition de lutte syndicale, l'afflux dans les organisations traditionnelles de masses considérables poussées à l'action par la terrible crise d'après-guerre et composées surtout d'ouvriers non qualifiés, eurent cependant ce résultat que l'opportunisme qui, par l'intermédiaire des directions syndicales, jouait le rôle d'une courroie de transmission des idéologies et donc des pratiques bourgeoises dans les organisations ouvrières, fut impuissant à empêcher que les syndicats vivent d'une vie intense, même politiquement, la "base" étant, dans certains pays, peroétuellement en ébullition, enflammée qu'elle était, à des degrés divers, par l'Octobre rouge de Russie, et donc accessible à la propagande révolutionnaire des communistes. Ainsi, quoique reflétant les tendances objectives de la phase impérialiste, l'opportunisme ne put jouer alors son rôle actuel d'agent de la soumission directe des syndicats à l'Etat bourgeois.

C'est pourquoi l'Internationale reconstruite sur la base de la doctrine marxiste intégralement réstaurée non seulement souligna la nécessité pour les communistes de faire un travail révolutionnaire dans les syndicats, "même les plus réactionnaires", par tous les moyens légaux et illégaux, mais ne put pas exclure leur conquête par le Parti, sauf dans des cas semblables à celui de l'American Federation of Labour, fermée non seulement à la propagande révolutionnaire, mais à la grande masse des salariés. La façon dont cette conquête devait ou plutôt pouvait être réalisée dépendait de chaque cas spécifique, mais de toute façon la conquête elle-même ne pouvait résulter que de violentes batailles contre l'opportunisme installé non seulement à la direction, mais dans de larges couches ouvrières, c'est à dire "à la base" des organisations existantes. En même temps l'I.C. donna à ses membres la directive d'appuyer les organisations qui s'étaient constituées en opposition aux centrales officielles sous la pression du dégoût que la pratique des "bonzes" inspirait aux prolétaires combatifs, et de leur volonté de se battre sur le terrain de la lutte de classe ouverte et directe, Elle entendait les aider ainsi à se libérer de leurs préjugés anarcho-syndicalistes, n'hésitant pas lorsque cela s'imposait pour des raisons objectives, à favoriser à l'échelle générale la scission des vieilles organisations économiques complètement pourries (cf. Thèses du IIe Congrès sur les syndicats, les conseils d'usine, etc., 1920).

3. La situation en Italie était particulièrement claire à cet égard et si nous en parlons, c'est parce qu'elle nous aide, mieux qu'aucun exemple de cette époque, à bien comprendre les changements qui se sont produits plus tard sous la double influence de la victoire du fascisme et de la féroce vague contre-révolutionnaire stalinienne.

Les trois organisations qu'on pouvait à bon droit appeler rouges — CGL (Confédération Générale du Travail), USI (Union Syndicale Italienne), SF (Syndicat des Cheminots) — s'opposaient aux associations d'origine clairement patronale qu'on qualifiait de "jaunes" et de "blanches": nées sur l'initiative de partis et de courants ouvertement de classe, elles prônaient les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat et dans la mesure où cela était compatible avec les tendances opportunistes de leurs dirigeants, elles les appliquaient. Elles tendaient à l'autonomie par rapport au pouvoir et à l'administration de l'Etat, et elles n'auraient jamais pu accepter de la sacrifier; la tradition qu'elles avaient derrière elles était donc tout autre chose qu'une formule abstraite ou un article de statut: elle s'incarnait à la fois dans des masses combattives et dans un réseau structuré et serré de ligues et de bourses du travail où toutes les catégories ouvrières se rencontraient et se mêlaient tout naturellement. Ces Bourses étaient souvent le local du cercle ouvrier et parfois même le siège du Parti. Dans tout les cas, c'étaient des forteresses interdites au curé comme au fonctionnaire, ou, ce qui revient au même, au policier et, au besoin, on les défendait l'arme au poing contre les assauts conjugués des forces de l'ordre démocratique et des bandes fascistes. L'influence de cette tradition réelle et matérielle ne s'exerçait pas seulement de l'extérieur, mais, à un degré inimaginable aujourd'hui, à l'intérieur même des organisations syndicales, et c'est elle qui imposait des limites précises aux dirigeants opportunistes eux-mêmes. Ouvertes à tous les salariés de toute conviction politique ou religieuse, et donc également à l'influence du parti révolutionnaire marxiste, ces organisations étaient, en dépit de leur direction opportuniste, des syndicats de classe. La preuve de leur nature organique de syndicats rouges nous est fournie par une double série de faits: d'une part, la classe bourgeoise qui cherchait désespérément à rassembler ses "membres épars" dans une organisation centralisée et centralisatrice, et donc à supprimer en premier lieu l'autonomie du mouvement ouvrier, dut prendre d'assaut les locaux des syndicats, ligues et Bourses du Travail et, après les avoir conquis, détruire le réseau des organisations traditionnelles pour en construire un nouveau pour son usage personnel; d'autre part dans la phase finale de l'affrontement avec les fascistes, la Gauche put lancer le mot d'ordre de défense des syndicats rouges traditionnels et de la nécessité de les reconstituer une fois qu'ils auraient été détruits en sabotant ouvertement les syndicats corporatistes et d'Etat (cf. "Thèses de Lyon", III, 11) \*1\*. Il n'est pas question de donner un brevet prolétarien aux chefs syndicaux réformistes de l'époque, mais il faut "fournir des faits utiles à la compréhension du développement du régime capitaliste et des réactions du mouvement ouvrier, qui, dans ses formes d'organisation comme dans ses tendances, ne peut pas se ressentir de ce développement" (cf. "Les scissions syndicales en Italie" 1949).

Ce qu'il s'agit de comprendre est la chose suivante: dans les années 1921-1923, le problème qui se posait au Parti dirigé par la Gauche marxiste italienne de travailler dans les syndicats pour établir un lien avec les masses, les gagner au Communisme et renverser les directions opportunistes (la propagande pour l'unification des deux centrales autonomes avec la CGL n'avait pas d'autre but) se résolvait de lui-même: les rapports et les conflits sociaux, les formes d'organisation et de lutte, tout dans la réalité d'alors répondait de façon évidente et naturelle à ces positions de principe.

4. Après la seconde guerre mondiale, sans rien changer aux positions de principe et même en les réaffirmant de façon encore plus nette et plus tranchante face au démantèlement non seulement du mouvement communiste, mais du mouvement ouvrier en général dans le monde entier, le parti a constamment nié que la phase ouverte par la fin du conflit puisse être interprétée comme une reproduction mécanique de la situation sociale du premier après-guerre.

En réalité, au cours des années 1926-1945, les rapports de forces entre les classes avaient été bouleversés par l'action conjuguée de la dévastation stalinienne et de la réorganisation du monde capitaliste dans un sens totalitaire, centralisateur et, pour tout dire, fasciste, même là (nous disions: surtout là) où subsistait l'hypocrisie des consultations démocratiques et des libertés civiles.

Malgré la cassure de l'Union sacrée et du soutien que l'opportunisme apporta dans la majorité des pays à la politique de défense nationale, la première guerre mondiale elle-même n'avait pas réussi à briser la continuité programmatique et tactique dans laquelle le marxisme a toujours vu la condition et, si l'on veut, la garantie de la reprise de classe: malgré cette cuisante défaite politique du prolétariat, cette continuité s'incarne partout dans des groupes d'opposition communiste, même restreints, qui permirent la constitution de l'I.C.

Par contre, en détruisant physiquement cette I.C. (bien avant de la dissoudre formellement), en pratiquant la politique des Fronts populaires, en faisant entrer l'U.R.S.S. dans la Société des Nations, le stalinisme a mis le prestige du pseudo-socialisme de l'U.R.S.S. au service de la soumission intégrale du mouvement ouvrier politique et syndical à la classe dominante, livrant finalement le prolétariat au massacre impérialiste soit comme victime désarmée, soit pis encore, comme chair à canon volontaire.

Cette terrible oeuvre de destruction fut incomparablement plus grave, par ses conséquences durables, que n'importe quelle défaite physique sur le champ de bataille. C'est grâce à elle que l'évolution de capitalisme dans le sens de la centralisation et de la discipline a pu faire des pas de géants. On ne peut mesurer toute la portée de ce phénomène qu'à la condition de ne pas concentrer toute son attention sur le fascisme ou le nazisme qui n'en fut jamais que la manifestation la plus nette, et d'en suivre au contraire la progression dans les U.S.A. de Roosevelt, dans la France du Front populaire, dans la démocratie suisse classique, dans la démocratie "socialisante" des pays scandinaves, et au plus tard dans l'Angleterre du "Welfare". Dans tous ces pays, la pratique qui s'est imposée est de type éminemment totalitaire et consiste à "attirer le syndicat ouvrier parmi les organismes d'Etat, en les disciplinant par un ensemble de mesures juridiques qui peuvent prendre différentes formes (il suffit de penser à la "Paix du Travail" helvétique, à la réglementation du droit de grève en Scandinavie, en Amérique, et récemment en Grande Bretagne) et à le priver d'une part considérable de son rôle d'assistance, de protection, de négociations, en faveur d'organismes étatiques spécialisés, placés au besoin sous l'égide d'une démocratie progressive (cf. la France de Blum ! ) à laquelle l'anti-fascisme rendit une virginité avec la bénédiction du Kremlin.

Dans tous ces pays existait une longue tradition réformiste dont le stalinisme redora le blason et sur laquelle il vint se greffer. C'est elle qui permit de passer sans douleur et de façon presque insensible aux formes les plus modernes d'administration centralisée (et même de gestion économique directe) de la domination capitaliste. Ce n'est pas un hasard si dans les deux pays où après la première guerre la menace de la révolution prolétarienne avait été la plus imminente, l'Italie et l'Allemagne, cette tâche fut au contraire confiée au fascisme, dans lequel la Gauche marxiste italienne reconnut d'ailleurs dès le début non seulement l'aboutissement nécessaire, mais la réalisation historique pleine et entière du "réfor-



misme social". Dans les deux cas, le résultat fut identique : destruction de la dernière marge d'autonomie du mouvement ouvrier là où il n'avait pas été écrasé dans le sang, et possibilité pour la classe dominante de "manoeuvrer et diriger par les moyens les plus divers, non seulement les organismes constitutionnels interclassistes de la démocratie, mais aussi les associations qui ne regroupent que des prolétaires", grâce au "contrôle étroit et même à l'absorption totale" de ces associations, "de sorte que toutes leurs fonctions traditionnelles, techniques, syndicales, économiques et politiques, sont de plus en plus exercées par des organes et des bureaux de l'appareil d'Etat officiel" ("Analyse des facteurs objectifs qui pèsent sur la reprise du mouvement prolétarien", 1950).

C'est sous le signe de la domination totalitaire des Etats monstrueux sortis vainqueurs de la "croisade anti-fasciste" de la seconde guerre mondiale, quoique vaincus sur le terrain politique et social puisqu'ils agissaient en parfaite continuité avec le fascisme, que "se reconstituèrent" en Italie la CGIL et dans la France naguère occupée par le nazisme, les trois centrales "historiques" (ou plutôt les deux centrales, car la troisième, FO, ne se forma qu'en Avril 1948).

La CGIL est née sur un terrain dont le stalinisme avait balayé toute tradition syndicale de classe et où pullulaient par contre les organisations d'assistance et d'assurance sociale d'Etat héritées du fascisme grâce à un "compromis non entre trois partis prolétariens de masse, qui n'existent pas, mais entre trois groupes de directions, de cliques non prolétariennes, prétendant à la succession du régime fasciste"; le parti déclara dès 1944 qu'une telle solution devait être combattue "en invitant les prolétaires à renverser cet appareil opportuniste de contre-révolutionnaires professionnels". La CGIL est donc née comme la projection sur le plan syndical des CLN (Comités de Libération Nationale) de la nouvelle alliance contre-révolutionnaire placée sous le signe de la démocratie, et comme un instrument (qui s'est révélé tout à fait efficace) de reconstruction de l'économie au prix de la sueur et au bescin, du sang des prolétaires. La centrale française, qui ne se divisa qu'en avril 1948, était contrôlée par les mêmes forces associées au gouvernement, et avec le même objectif. Dès lors, il n'existait plus de confédération rouge, même sous contrôle réformiste : il existait une confédération tricolore, et selon le Parti, cette réalité n'a pas été modifiée par les scissions de 1948 en France et de 1949 en Italie, qui eurent lieu pour des raisons totalement étrangères à toute délimitation de classe, et liées à des ruptures dans l'ancienne alliance de guerre des impérialismes.

A l'absence des conditions minimum qui auraient permis aux organisations économiques existantes d'avoir une certaine autonomie de classe s'ajoutaient deux autres facteurs : a) un assujettissement presque total du prolétariat aux forces de l'opportunisme qui se trouvait aggravé par le poids matériel tant de la Russie et de ses agences politiques que des forces d'occupation alliée et dont la manifestation fut l'absorption d'idéologies petites-bourgeoises ou même bourgeoise par le prolétariat; b) un "changement du rapport entre employeur et ouvrier salarié", qui, grâce à toute une "gamme de mesures réformistes d'assistance et de prévoyance", fait que l'ouvrier possède une "petite garantie patrimoniale (...) et donc quelque chose à risquer, ce qui le rend hésitant et même opportuniste au moment de la lutte syndicale (...) et surtout au moment de la grève et de la révolte" (cf. "Parti révolutionnaire et action économique", 1951).

Nous n'en avons jamais conclu et nous ne serons jamais tentés d'en conclure, à la façon de Marcuse, que la classe ouvrière est "définitivement embourgeoisée" et donc que sa mission historique objective est finie. Pourtant, il est sûr que ce fait a constitué et constitue un frein à la reprise de l'action non seulement révolutionnaire, mais même économique, même si, demain, il se change en facteur de déséquilibre supplémentaire dans les conditions d'insécurité totale où se trouveront les salariés lorsque la crise

en aura fait à nouveau des "sans-réserves". C'est également pourquoi l'opportunisme est et nous apparaît aujourd'hui mille fois plus virulent qu'à n'importe quelle époque de l'histoire des conflits sociaux : il pénètre par mille voies, non plus seulement dans la couche relativement mouvante et restreinte de l'aristocratie ouvrière, mais dans le sein même d'un prolétariat déjà "infesté de démocratisme petit-bourgeois jusqu'à la moëlle" (cf. "Considérations", 1965).

Après la guerre, la situation mondiale de l'associationnisme ouvrier est donc la suivante : ou bien des syndicats directement insérés dans les rouages de l'appareil d'Etat, comme dans le bloc capitaliste de l'Est, ou bien des syndicats intimement liés à eux par des liens d'autant plus efficaces qu'ils sont plus hypocritement dissimulés, comme dans le bloc capitaliste de l'Ouest, sans parler des syndicats que les jeunes bourgeoisies des anciennes colonies du tiers-monde ont constitués et qui, dépendant directement de l'Etat, ne sont que des instruments de "mobilisation" et de discipline de la force de travail. Le fait que dans quelques pays existent encore des Centrales distinctes n'ôte rien à cette réalité constamment dénoncée dans les textes fondamentaux du Parti. Il le peut d'autant moins que, comme en Italie ces Centrales se préparent à une réunification qui n'est nullement un retour à la situation des Comités de Libération Nationale, dont elles n'ont jamais abandonné l'idéologie, mais un aveu ouvert du fait qu'en dépit des apparences, elles sont restées les mêmes qu'à cette époque, c'est à dire qu'elles forment un unique bloc contre-révolutionnaire, courroie de transmission d'idéologies, de mots d'ordre et de programmes bourgeois.

5. Nous avons dit en 1949, et nous le répétons aujourd'hui, que ce processus est tout aussi irréversible que l'évolution totalitaire et centralisatrice du capitalisme impérialiste tant en économie qu'en politique, et c'est lui qui donne "la clé de l'évolution des syndicats dans tous les grands pays capitalistes". Mais nous avons la certitude scientifique que le processus qui depuis plus de trente ans sépare la classe de son Parti et lui fait considérer le communisme comme invraisemblable ou même impossible est, lui, réversible; nous avons la certitude scientifique que si la dynamique de la phase impérialiste implique "l'assujettissement de plus en plus complet du syndicat à l'Etat bourgeois", elle implique aussi le déclenchement à l'échelle mondiale de la crise économique et l'explosion de la reprise généralisée de la lutte de classe, pour éloignée qu'elle puisse paraître aujourd'hui. La véritable conquête, durable, et fondamentale, d'une telle reprise, sera le retour sur la scène historique, en tant que facteur agissant, de l'organisation sévèrement sélectionnée et centralisée du Parti, mais elle s'accompagnera aussi nécessairement de la renaissance d'organisations de masse, intermédiaires entre la large base de la classe et son organe politique. Ces organisations peuvent ne pas être les syndicats. Dans la perspective d'un tournant brusque vers l'assaut révolutionnaire, ce ne seront pas les syndicats : dans la révolution russe, ce ne sont pas eux, mais les soviets qui, dans une situation de dualité virtuelle du pouvoir ont constitué le chaînon intermédiaire entre le Parti et la classe. Mais à l'échelle mondiale, il est des pays où la révolution mûrira péniblement au lieu de se propager à la vitesse d'un incendie. Là il n'est pas exclu que renaissent des organisations économiques au sens étroit du terme, où règnera non pas le calme apparent de la période "démocratique" du capitalisme, mais plus encore qu'après la deuxième guerre mondiale, la haute tension politique qui caractérise les grands tournants de l'histoire, puisque l'aggravation de tous les antagonismes provoque nécessairement au sein même de la classe ouvrière de profonde fracture, des conflits exaspérés entre l'avant-garde de la classe et ses arrières-gardes hésitantes et rétives.

Dans tous les cas, le problème n'est pas celui des formes \*2\* que prendra la reprise de la lutte de classe et des modes d'organisation qu'elle tendra à se donner : c'est celui du processus qui engendrera ces formes et ces modes

et qui sera d'autant plus tumultueux et fécond que toutes les contradictions tous les paroxysmes propres au mode de production bourgeois se seront davantage accumulés au cours de sa phase suprême, l'impérialisme. Si ce processus aboutit à la prise du pouvoir par le prolétariat et à l'instauration de sa dictature révolutionnaire, la forme syndicat ne disparaîtra pas; non seulement elle devra renaître au cas où elle aurait été supplantée par d'autres organismes intermédiaires plus conformes aux exigences de la lutte révolutionnaire, mais c'est alors que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, elle constituera un maillon capable de souder solidement au Parti la classe que sa structure lui permet d'organiser centralement dans sa totalité. Le chemin qui conduira du capitalisme au communisme ne pouvant qu'être long, difficile et tourmenté, semé de luttes gigantesques à l'échelle mondiale, un tel maillon sera d'importance vitale, car même là où la victoire politique aura été remportée, il ne sera pas possible de vaincre l'inertie des formes mercantiles ni de les extirper du jour au lendemain.

Toutes ces raisons de principe sont gravées dans nos textes fondamentaux et cette perspective est inséparable des bases mêmes du marxisme. C'est pourquoi il est tout aussi vrai que nous n'avons rien à défendre dans les syndicats d'aujourd'hui et que nous devons affirmer contre eux le principe permanent de l'associationnisme ouvrier qui est un facteur du développement des luttes de classe, tout en soutenant qu'il en est aussi un produit et que la réalisation de ce principe est conditionnée par ce développement.

#### Directives pour l'action pratique.

1. Le paradoxe du cycle historique actuel (qui n'est d'ailleurs qu'apparent étant donnés les facteurs décrits plus haut) est que face à l'accumulation des contradictions et des ruptures du capitalisme mondial, la classe ouvrière est tombée à un niveau plus bas encore que celui considéré dans le "Que Faire?" de Lenine. Alors en effet il s'agissait d'importer dans la classe la conscience politique, le socialisme; maintenant il s'agit de la tâche difficile de souder l'intervention politique du parti à une action économique, qui, spontanément, n'atteint même pas le niveau de ce que Lenine appelait la "conscience trade-unioniste" et qui, sauf des cas tout à fait exceptionnels, garde un caractère sporadique, corporatiste, sectoriel, et nous dirons même contestataire.

Le Parti ne peut certes pas susciter la lutte de classe, mais il a pour tâche de rappeler constamment, au cours des luttes économiques même sporadiques et partielles, les conditions élémentaires et indispensables, en défendant des méthodes et des mots d'ordre généraux qui tendent à unir les prolétaires de toutes les usines, de toutes les catégories et de toutes les localités: extension des grèves; dénonciation des grèves tournantes; revendication d'augmentations de salaires plus fortes pour les catégories les moins payées; réduction massive de la durée du travail; abolition des primes, des stimulants matériels, du travail aux pièces; salaire intégral aux chômeurs.

Le Parti doit donc dénoncer le travail de sabotage et de division des syndicats qui, et ce n'est pas un hasard, repoussent ces revendications, sans toutefois renoncer un seul instant à l'agitation et à la propagande des objectifs suprêmes du mouvement prolétarien. Il doit s'attacher à montrer à la classe ouvrière à quel point les faits confirment la position marxiste, affirmant que même si une lutte économique vigoureusement menée peut apporter un soulagement temporaire aux ouvriers et atténuer les formes les plus odieuses de l'exploitation capitaliste, jamais elle ne pourra émanciper le prolétariat de sa condition de classe exploitée et opprimée. Présentant donc toujours à celle-ci le but final, le Parti doit également lui montrer la nécessité de l'organisation politique, ainsi que, pour le développement coordonné des luttes économiques, d'un réseau intermédiaire d'organisations de classe placées sous

son influence.

2. Le Parti doit comprendre clairement et avoir le courage de proclamer que, pour remonter de l'abîme de la contre-révolution, la voie de la reprise prolétarienne de classe passera nécessairement par des expériences douloureuses, de brusques contre-coups, d'amères déceptions, et des tentatives confuses de la classe pour secouer le joug écrasant d'un demi-siècle d'ignoble pratique opportuniste. Le Parti ne peut condamner les épisodes de grèves sauvages, de constitution de comités de grève ou "de base", etc..., phénomènes qui reviennent d'ailleurs périodiquement dans l'histoire du mouvement ouvrier, indépendamment des noms qu'ils ont pu prendre. Il ne peut pas s'en désintéresser sous le prétexte qu'ils ne rentrent pas dans le schéma harmonieux d'un combat organisé centralement et livré sur tous les fronts.

Il y reconnaît au contraire le symptôme d'une réaction instinctive du prolétariat contre l'impuissance à laquelle les syndicats condamnent ses luttes et ses revendications. Il doit en profiter pour inculquer à une couche même restreinte d'exploités la conscience que leurs efforts, pour généreux qu'ils soient, sont condamnés à demeurer stériles si la classe ne trouve pas en elle-même la force d'accomplir un revirement politique total pour se diriger vers l'assaut direct et général du pouvoir capitaliste.

En 1920 l'attitude de la Fraction abstentionniste qui fonda le Parti Communiste d'Italie ne fut pas différente, face à des épisodes comme l'occupation des usines ou le lancement de certaines grèves à vaste échelle en opposition ouverte avec la direction de la Confédération, car tout en estimant ceux-ci stériles pour les objectifs poursuivis, elle les jugea fertiles en enseignements politiques grâce à l'action opiniâtre du Parti.

De même (et avec les réserves imposées par le fait que la crise capitaliste reste toujours une crise "rampante" et que nous ne pouvons donc avoir d'influence réelle que dans des cas épisodiques d'importance négligeable), les militants ouvriers du Parti ne refuseront pas de partager la responsabilité de comités ou d'autres organes temporaires, pourvu qu'ils ne soient pas manoeuvrés au départ par des forces politiques étrangères à la tradition de classe, et qu'ils expriment une combativité ouvrière réelle. Ils ne négligeront cependant aucune occasion de rappeler la nécessité de dépasser les limites de l'usine ou de la localité, et d'utiliser l'énergie de classe à renforcer le parti révolutionnaire et à faire renaître des organismes de classe intermédiaires, chose que seule une vigoureuse reprise prolétarienne rendra possible. Ils ne devront jamais tomber dans l'erreur de théoriser ou d'admettre qu'on théorise des organes locaux et temporaires comme le modèle de la future association économique ou intermédiaire en général.

3. Quels que soient les syndicats auxquels nos militants seront affiliés dans tel ou tel pays, (c'est là un problème contingent), il doit être clair que le Parti ne décerne par là à aucun d'entre eux le titre de "syndicat de classe", car aucun ne le mérite aujourd'hui à l'échelle mondiale. \*3\*

En Italie et en France, où subsiste plusieurs syndicats, la place de nos militants et de nos groupes communistes est dans la CGIL et dans la CGT. Ce n'est pas que le Parti les considère comme des syndicats "de classe"; ce n'est ni seulement ni surtout parce qu'ils rassemblent le plus grand nombre d'ouvriers puisque désormais les autres centrales regroupent elles aussi de forts pourcentages de purs salariés : c'est parce qu'ils constituent le champ d'action spécifique du pire agent de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat, cet ultra-opportunisme stalinien qui, après avoir achevé son oeuvre de destruction du mouvement ouvrier, est devenu directement un pilier de la conservation sociale en adoptant et en pratiquant des principes dignes aussi bien de la "Chartre du Travail" mussolinienne, que de l'encyclique pontificale "Rerum Novarum". Cet ultra-opportunisme faisant passer sous une étiquette glorieuse un programme et des méthodes contre-révolutionnaires, nous devons lui opposer polémiqnement la tradition de classe des anciennes confédérations syndicales unitaires, c'est à dire un passé dont les autres centrales ne peuvent

pas se targuer puisqu'elles sont ouvertement d'origine patronale.

Représentant non pas une "fraction" du mouvement ouvrier (ce qui impliquerait qu'on reconnaisse au moins en partie une nature de classe à l'organisation syndicale à laquelle on appartient), mais le seul courant politique prolétarien, les militants et les groupes communistes développeront le programme du Parti dans les syndicats chaque fois que cela sera possible. Ils rassembleront autour d'eux un cercle, même restreint, d'ouvriers organisés, et -- dans la mesure où ils pourront compter sur l'appui de prolétaires décidés à les soutenir -- ils participeront à des assemblées et réunions et y interviendront, même lorsqu'ils en auront été formellement exclus soit, comme en Italie, pour ne pas avoir accepté de signer la "delega" \*4\*, soit sous tout autre prétexte. Dans tous les cas, ils fonderont leur intervention directe sur un examen objectif des rapports de forces, fait par la section, par le groupe, ou au besoin par le centre. Là où, comme en France, de telles interventions sont pratiquement interdites à l'heure actuelle et où l'atonie des masses organisées ne laisse aucune possibilité concrète de pénétration clandestine, on peut tolérer l'affiliation individuelle de militants à d'autres organisations économiques que la CGT.

En Italie, la réunification syndicale en cours rendra sans aucun doute notre travail plus difficile, puisque l'exclusion de tout courant politique du sein du nouvel organisme est expressément prévue. Mais la critique de cette réunification doit être fondée sur la démonstration du caractère mensonger de toute prétention de la CGIL à être un syndicat de classe, et non sur la thèse inverse que par cette fusion avec les deux autres organisations, le soi-disant syndicat "rouge" renierait ses "principes" et changerait de nature. D'ailleurs, dans la mesure où l'unification syndicale reproduirait à un stade plus avancé du développement capitaliste la situation du CLN, elle peut même avoir une influence positive (de même que le maintien de l'alliance politique de 1949 aurait permis la liquidation des apparences prolétariennes du stalinisme et des organisations qui en dépendaient) et nous fournir des arguments polémiques susceptibles d'être utilisés avec fruit dans notre propagande.

Dans d'autres pays, la situation objective peut soulever d'autres problèmes et imposer d'autres solutions, et il incombera au parti, dans la mesure où il sera implanté, de décider de la ligne pratique à suivre, hors de tout volontarisme bruyant comme de tout fatalisme aveugle.

4. Comme cela c'est déjà produit en Italie, les fonctions auxquelles nos militants peuvent être appelés directement par les ouvriers, comme celle de délégué d'atelier ou autres, peuvent fournir un utile banc d'essai pour la soudure entre l'action politique et l'action syndicale au sens étroit du terme. Malgré le danger (auquel d'ailleurs toute activité syndicale est toujours exposée) de se laisser enfermer dans une pratique purement minimaliste et corporatiste, ces fonctions, lorsque les camarades les assument sur la base de rapports de force favorables, peuvent constituer un des cas prévus par les "Thèses caractéristiques du Parti" : "lorsque n'a pas été exclu la dernière possibilité virtuelle et statuaire d'y mener une activité autonome de classe", notre pénétration dans une organisation économique, même périphérique, est souhaitable dans le cadre d'une orientation rigoureuse sur le plan politique et programmatique. Ils s'efforceront donc de promouvoir des assemblées ouvrières fréquentes, des initiatives de luttes étendues et illimitées dans le temps, des formes de prosélitisme même au niveau individuel, des prises de position ouvertes contre les pratiques des commissions mixtes où les "études sur les cadences" et autres manœuvres patronales avalisées par le syndicat tricolore. Lorsque l'appareil syndical central réservera aux délégués "rebelle" le sort bien prévisible de l'expulsion, ils n'accepteront jamais de la subir passivement, mais feront appel, contre elle, à l'unique "autorité" devant laquelle nos militants puissent se considérer comme responsables : les prolétaires qui les auront désignés et dont ils auront défendus les intérêts comme tout militant du parti y est toujours décidé en toutes cir-

constances.

5. Pour développer de façon méthodique et en profondeur toutes ces formes d'activité pratique, notre presse, qui a (comme Lénine le disait dans "Que Faire ?") le rôle d'un organisateur collectif pour la classe comme pour les militants du Parti, doit (c'est une condition primordiale) défendre régulièrement et de façon toujours plus tranchante les principes énumérés dans notre première partie et beaucoup mieux exposés dans des textes fondamentaux comme "Parti révolutionnaire et action économique". Elle doit dénoncer le caractère non seulement futile, mais contre-révolutionnaire des formes de lutte pratiquées et objectifs visés par les centrales existantes, même aux seules fins économiques. Elle doit montrer les limites de l'action revendicative et la nécessité de la dépasser dans la lutte révolutionnaire générale. Elle doit combattre les tendances à se limiter à la corporation, l'entreprise ou la localité qui se manifestent toujours à nouveau dans le prolétariat lui-même, et stigmatiser la pratique obscène que l'opportunisme encourage et qui consiste à implorer l'intervention paternelle de l'Etat ou d'une "opinion publique" dûment "sensibilisée". Elle doit proclamer l'impossibilité d'un syndicalisme politiquement "neutre" et revendiquer des associations de classe ouvertes à l'influence décisive du parti révolutionnaire marxiste et susceptibles d'être conquises par lui. Elle doit souligner l'importance vitale de l'unification internationale des luttes et des organisations économiques et plus généralement, dans une phase ultérieure, des organisations intermédiaires. Enfin, tout en rappelant aux ouvriers les grandes étapes de leur mouvement de classe, ses glorieuses victoires et ses défaites riches d'enseignements, elle doit suivre avec le maximum d'attention le développement actuel des luttes prolétariennes dans le monde subordonnant de la façon la plus stricte son combat et ses directives à ses positions programmatiques.

\* \* \* \* \*

#### NOTES :

- \*1\* De même en 1944, dans sa "plate-forme politique" le Parti communiste internationaliste d'Italie (noyau du petit parti communiste international d'aujourd'hui) revendiquait "la reconstruction de la confédération syndicale unitaire, autonome par rapport à la direction de l'administration d'Etat, agissant selon les méthodes de la lutte de classe et de l'action directe contre le patronat, depuis les revendications locales et catégorielles jusqu'aux revendications générales de classe". Cette reconstruction supposait une reprise au moins partielle des luttes de classe dans le second après guerre dont, presque trente ans plus tard, il n'est que trop facile de constater qu'elle ne s'est pas produite. Le Parti avait d'ailleurs formulé les doutes les plus explicites sur la possibilité prochaine d'une telle reprise, mais il ne pouvait s'arroger le droit de l'exclure, et c'est pourquoi il put revendiquer cette reconstruction.
- \*2\* Ce n'est pas un hasard si un des textes fondamentaux du parti, rappelant que dans la perspective révolutionnaire il est "indispensable organiquement d'avoir entre les masses des prolétaires et la minorité encadrée dans le parti une autre couche d'organisations, qui soient accessibles constitutionnellement aux seuls ouvriers", affirme que les lignes générales de cette perspective "n'excluent pas que l'on puisse avoir les conjonctures les plus variées dans la modification, la dissolution, la reconstruction d'associations de type syndical en ce qui concerne toutes celles qui se présentent aujourd'hui dans les divers pays" (Réunion de Rome 1-2, IV, 1951)
- \*3\* Ceci concerne l'épicentre de l'impérialisme, l'aire euro-américaine. La situation dans les secteurs périphériques comme l'Asie et l'Afrique méritera une étude à part.
- \*4\* "La delega" c'est la délégation au patronat du droit de percevoir les cotisations syndicales par retenue sur le salaire qui a été proposée par les trois centrales italiennes et bien entendu acceptée.



AUX EDITIONS PROGRAMME COMMUNISTE :

EN LANGUE FRANCAISE :

JOURNAL : Le prolétaire (bimensuel)  
REVUE THEORIQUE : PROGRAMME COMMUNISTE (TRIMESTRIEL)  
BROCHURES : LA QUESTION PARLEMENTAIRE  
LES FONDEMENTS DU COMMUNISME REVOLUTIONNAIRE  
MOUVEMENTS REVENDICATIFS ET SOCIALISME

LES TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL :

- COMMUNISME ET FASCISME
- PARTI ET CLASSE
- LE PRINCIPE DEMOCRATIQUE
- ELEMENTS D'ORIENTATION MARXISTE - LES TROIS PHASES DU CAPITALISME - GUERRES ET CRISES OPPORTUNISTES
- LA "MALADIE INFANTILE", CONDAMNATION DES FUTURS RENEGATS
- FORCE, VIOLENCE, DICTATURE DANS LA LUTTE DE CLASSE
- DEFENSE DE LA CONTINUITE DU PROGRAMME COMMUNISTE.

EN LANGUE ITALIENNE :

JOURNAL : Il programma comunista (bimensuel)  
- STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA - Vol. 1 1912-1919  
- STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA - Vol. 2 1919-1920  
- O PREPARAZIONE RIVOLUZIONARIA O PREPARAZIONE ELETTORALE  
- LA SINISTRA COMUNISTA IN ITALIA SULLA LINEA MARXISTA DI LENIN  
- CHI SIAMO E CHE VUOLIAMO

I TESTI DEL PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALE

- TRACCIATO D'IMPOSTAZIONE - I FONDAMENTI DEL COMUNISMO RIVOLUZIONARIO
- IN DIFESA DELLA CONTINUITA DEL PROGRAMMA COMUNISTA
- ELEMENTI DELL'ECONOMIA MARXISTA - SUL METODO DIALETTICO - COMMUNISMO E CONDSCENZA UMANA
- PARTITO E CLASE
- "L'ESTREMISMO MALATTIA INFANTILE DEL COMUNISMO" CONDANNA DEI FUTURI RINNEGATI
- PER L'ORGANICA SISTEMAZIONE DEI PRINCIPI COMUNISTI

EN LANGUE ALLEMANDE :

- DIE FRAGE DER REVOLUTIONAREN PARTEI
- REVOLUTION UND KONTERREVOLUTION IN RUSSLAND
- DER KAMPF GEGEN DEN ALTEN UND DEN HEUTIGEN REVISIONISMUS

EN LANGUE ESPAGNOLE :

[REDACTED] : [REDACTED] (mensuel)  
REVUE THEORIQUE : EL PROGRAMA COMUNISTA (bimensuel)  
"LOS TEXTOS DEL PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL"  
- FUERZA VIOLENCIA DICTADURA EN LA LUCHA DE CLASE  
- LOS FUNDAMENTOS DEL COMUNISMO REVOLUCIONARIO  
- PARTIDO Y CLASE

EN LANGUE PORTUGAISE :

"OS TESTOS DO PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL"  
- TESES CARACTERISTICAS DO PARTIDO : BASES DE ADESAO  
- LICOS DAS CONTRA-REVOLUCOES

EN LANGUE ANGLAISE :

"THE TEXTS OF THE INTERNATIONAL COMMUNIST PARTY"  
- THE FUNDAMENTALS OF REVOLUTIONARY COMMUNISM  
- PARTY AND CLASS



---

LISEZ ET DIFFUSEZ LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

---

EN VENTE A :

LAUSANNE : LIBRAIRIE "LA PROUE"  
LIBRAIRIE "LA MARGE"

GENEVE : LIBRAIRIE "LA MARGE"  
LIBRAIRIE "DU BOULEVARD"  
LIBRAIRIE ROUSSEAU  
LIBRAIRIE UNILIVRES

LA CHAUX-DE-  
FONDS : LIBRAIRIE REYMOND

NEUCHATEL : LIBRAIRIE "LA MARGE"

YVERDON : LIBRAIRIE "LA MARGE"

LE LOCLE : LIBRAIRIE REYMOND

---

AUX LECTEURS ET SYMPATHISANTS DESIRANT PRENDRE CONTACT AVEC  
LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL, ECRIRE A :

20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

---

Editeur responsable : F. Gambini

Imprimé par nos soins : le prolétaire  
20, rue Jean Bouton  
Paris 12e